

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 04/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PARC EOLIEN MSE les Kerles**

Le Triade II  
215 rue Samuel Morse  
34000 Montpellier

Références : 2024 - E10103  
Code AIOT : 0005107473

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement PARC EOLIEN MSE les Kerles implanté PARC EOLIEN Sole du Bois Briffaut 80320 Chaulnes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PARC EOLIEN MSE les Kerles
- PARC EOLIEN Sole du Bois Briffaut 80320 Chaulnes
- Code AIOT : 0005107473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ENGIE GREEN est l'exploitant du Parc éolien MSE Les KERLES, composé de 2 aérogénérateurs d'une hauteur en bout de pale de 121 mètres, d'une puissance unitaire maximale de 2,05 MW et est situé sur les communes de Chaulnes et Vermandovillers.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter	Autre du 07/08/2012, article /	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
7	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 07/08/2012, article /
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extrait KBIS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Certificat d'antériorité du 07/08/12 : donner acte à la société « MSE Les KERLES »
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un extrait KBIS de sa société daté du 28/05/2024, soit de la MSE LES KERLES. La dénomination de l'entreprise est identique à celle figurant sur le certificat d'antériorité susvisé. L'adresse du siège social diffère.  L'exploitant demande a ce que le changement de siège social soit réalisé avec le renouvellement de l'acte de cautionnement en 2025. L'inspection des installations classées accorde la demande de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Montant des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'acte de cautionnement de la société ATRADIUS du 01/08/2020 a été présenté, il fixe un montant de garanties financières de 109 387.13 euros. Sa date de fin de validité est le 31/07/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actualisation des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
<b>Constats :</b>  La périodicité des 5 ans est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de

suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

**Constats :**

L'exploitant a transmis un suivi environnemental 2022 établi par la société TAUW (Référence : R000-1616811ACR-V01) le 13 février 2023.

Ce rapport conclut à :

- au regard de ce suivi de mortalité (avifaune et chiroptères) au niveau des éoliennes KER 1 et KER 2 et du suivi nacelle d'activité des chiroptères (au niveau de l'éolienne KER2), nous pouvons juger que le parc éolien de Les Kerles (2 éoliennes) n'a pas d'impact significatif sur la faune volante.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Entretien**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

**Thème(s) :** Risques chroniques, Manuel d'entretien

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

**Constats :**

Le manuel d'entretien général VESTAS a été présenté, il est rédigé en anglais. Cependant, le protocole de maintenance général et les fiches d'interventions ont été rédigés en français par le groupe ENGIE. Le registre des opérations de maintenance sous format informatique (GMAO) a été présenté.

L'exploitant présente sous sa supervision "DARWIN" un visuel sur l'ouverture/fermeture des portes des éoliennes de ses différents parcs. On peut constater que les portes des éoliennes du parc MSE Les KERLES sont bien fermées.

L'exploitant indique que la maintenance chez ENGIE est soit :

- internalisée;
- hybride (contrat de maintenance préventive par un prestataire externe mais maintenance curative à la demande);
- fullscope (contrat de maintenance externe (vestas, enercon..)).

Le parc MSE Les KERLES est en maintenance internalisée.

Tous les 2 ans, un arrêt réseau (déconnexion totale) est réalisé pour nettoyer et resserrer l'ensemble du parc, en plus des maintenances réglementaires.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de faire remonter au groupe VESTAS que la rédaction du manuel d'entretien général doit être rédigé en français afin de se conformer à la réglementation applicable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Au cours de la visite d'inspection, il a été constaté que chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât E02 KER-2 (R82023) et E01 KER-1 (R82024). Il a été constaté également la présence d'un affichage à l'entrée du chemin d'accès des éoliennes et sur le poste de livraison indiquant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>• l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>• la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>• la mise en garde face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de

compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures
Sup à 35 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont exploitées par un même exploitant sur un même site, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

#### Constats :

L'étude des mesures acoustiques a été réalisée du 15/10/2020 au 05/11/2020. Le rapport a été réalisé par ALHYANGE Acoustique ( RÉFÉRENCE : AL 20/23093) daté du 14/12/2020. Le rapport conclut :

- Les seuils réglementaires sont respectés sur l'ensemble des points de mesure en période diurne et nocturne.
- Le niveau sonore au point de référence est conforme aux seuils autorisés.
- Aucune tonalité marquée n'a été détectée.

Type de suites proposées : Sans suite